

Programme énergétique national

Je voudrais soulever un deuxième autre point: le ministre a déclaré que les conservateurs voulaient faire payer aux consommateurs le cours mondial. C'est absurde.

M. Ouellet: Il a dit 85 p. 100.

M. Wilson: Il sait que nous avons modifié le programme énergétique que nous préconisons à l'époque du dernier gouvernement libéral. Nous avons réduit la relation, par rapport au cours mondial, de 5 p. 100.

Des voix: Bravo!

M. Wilson: Voilà la différence. Nous avons fait un premier pas. Si nous ne l'avions fait, le gouvernement actuel n'aurait sûrement pas pris, et de loin, les initiatives qu'il annonce aujourd'hui.

Quatrièmement, il importe au plus haut point de reconnaître que la déclaration de ce soir comportant bien des «si» l'industrie pétrolière demeurera sceptique à bien des égards. Rien ne garantit que les importations diminueront suffisamment pour permettre l'exploitation de cette production latente qui coûte de l'argent et des emplois aux Canadiens. Rien ne garantit que la formule des prix du gaz naturel, dans le seul cas du gaz dont la vente au marché américain a été autorisée, sera modifiée pour permettre la vente d'un volume pareil de gaz, et ainsi assurer la survivance des nombreuses compagnies pétrolières et gazières canadiennes qui périssent actuellement faute de pouvoir exploiter ce volume énorme de gaz naturel.

● (2100)

Enfin et c'est le point fondamental, rien ne nous assure que le ministre ne modifiera pas à nouveau les règles du jeu. Rien ne nous assure qu'une fois la situation améliorée, comme cela se produira sans doute à un moment donné, il ne changera pas à nouveau les règles du jeu aux dépens de ceux qui auront investi dans l'industrie l'argent qu'ils auront péniblement gagné.

Nous voulons souligner que le programme énergétique national est franchement funeste. C'est une erreur importante de principe commise par le ministre. Dès sa présentation, on s'est rendu compte que le programme énergétique était néfaste.

Le ministre a prouvé à l'époque qu'il ne connaissait nullement la situation dans cette industrie. Il ne semblait pas comprendre quelle était son incidence. Il était devenu sourd. Il avait dit qu'il écouterait, mais il n'a pris aucune mesure. Il lui a fallu 18 mois pour agir. Il est resté dans sa tour d'ivoire, rue Booth disant qu'il écoutait tout le monde, mais sans rien faire.

Le ministre a apporté certains changements, mais ce n'est pas la solution. Il est trop tard pour apporter les changements qui s'imposeraient pour redonner à l'industrie pétrolière la vitalité qu'elle avait il y a deux ans. Le fait qu'il se dise désolé, qu'il avoue publiquement son incompetence, ses lacunes, ne change rien au fait que les Canadiens s'attendaient que leur ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources fasse preuve d'un bon jugement en présentant un programme aussi important que celui-là il y a un an et demi.

Une seule annonce ne réussira pas à rétablir la crédibilité du gouvernement du Canada aux yeux des chefs d'entreprise du secteur industriel. Seul le temps, une politique stable et une relation de travail positive avec le secteur industriel permettra au gouvernement du Canada de regagner la confiance et l'estime des représentants de ce secteur.

Depuis 18 mois, nous avons constaté que les Canadiens souffrent des augmentations du prix de l'essence et des combustibles de chauffage et ils continueront d'en souffrir pendant les mois et les années à venir. Ils devront absorber des taux d'intérêt beaucoup plus élevés que cela n'aurait été le cas sans cette politique énergétique. L'immobilisme provoqué par l'annulation de deux grands projets ainsi que le ralentissement dans les secteurs traditionnels feront subir aux Canadiens de nouvelles pertes d'emploi.

L'annonce de ce soir aura-t-elle pour effet de stabiliser les prix pour les consommateurs? Pas du tout. Je pense, au contraire, que les prix vont augmenter. Y a-t-il des mesures pour venir en aide aux consommateurs, aux propriétaires de maison, aux agriculteurs, aux petits entrepreneurs, aux pêcheurs aux prises avec les taux élevés d'intérêt et le coût considérable de l'énergie? Rien d'important à ce chapitre. Il n'est aucunement question du crédit d'impôt à l'énergie que nous réclamons à la Chambre depuis trois ans.

Reconnaissons également que le principal objectif du Programme énergétique national vient d'être compromis. L'idée de notre autarcie dans l'industrie pétrolière pour 1990 n'existe plus. Tout observateur averti en conviendra. Ceux qui s'y connaissent le moins dans cette industrie n'attachent aucune foi à ce que le ministre se plaît à répéter. Dès octobre 1980, il nous faisait la promesse d'une autarcie facilement réalisable pour l'approvisionnement du Canada en pétrole. Chaque fois que le ministre rajuste ou modifie sa politique, il avoue publiquement à tous les Canadiens que ce qu'il disait auparavant n'était pas vrai, qu'il ne se rendait pas compte de ce qu'il disait. Nous ne parviendrons pas à l'autarcie pétrolière en 1990. Cela devrait sûrement être évident pour le ministre maintenant.

Il n'y a pas moyen que nous parvenions à l'autosuffisance, sauf si le ministre, de concert avec son collègue le ministre des Finances, cause un effondrement tel de notre économie que la demande de pétrole et de gaz en sera fortement réduite et que nous n'aurons pas besoin du pétrole et du gaz que nécessiterait une économie vigoureuse et dynamique. Voilà la nature du problème. C'est la raison pour laquelle nous n'arriverons pas à l'autosuffisance dans notre pays. Le ministre a beau parler de cet objectif, au fond de son cœur, il sait que nous ne le réaliserons pas.

Le ministre dit depuis le début que la politique qu'il a présentée a été reconnue comme un grand progrès et qu'elle a toujours été exactement ce qu'il nous fallait. Dans le courant de l'après-midi, je regardais des déclarations qui ont été faites au cours des années. Elles remontent à la fin de 1980 et au début de 1981, la période qui a suivi l'annonce de la politique énergétique.